

4.1 Démission

Madame Hébert peut démissionner de la fonction publique et de son poste de membre du conseil d'administration et directrice générale de l'Office, sans pénalité, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé aux emplois supérieurs du ministère du Conseil exécutif.

4.2 Destitution

Madame Hébert consent également à ce que le gouvernement révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement.

4.3 Échéance

À la fin de son mandat, madame Hébert demeure en fonction jusqu'à ce qu'elle soit remplacée ou nommée de nouveau.

5. RAPPEL ET RETOUR

5.1 Rappel

Le gouvernement peut rappeler en tout temps madame Hébert qui sera réintégrée parmi le personnel de l'Office, au traitement qu'elle avait comme membre du conseil d'administration et directrice générale de l'Office sous réserve que ce traitement n'excède pas le maximum de l'échelle de traitement des cadres classe 2 de la fonction publique.

5.2 Retour

Madame Hébert peut demander que ses fonctions de membre du conseil d'administration et directrice générale de l'Office prennent fin avant l'échéance du 26 août 2020, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

En ce cas, elle sera réintégrée parmi le personnel de l'Office au traitement prévu au paragraphe 5.1.

6. RENOUELEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de madame Hébert se termine le 26 août 2020. Dans le cas où le ministre responsable a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de membre du conseil d'administration et directrice générale de l'Office, il l'en avisera au plus tard six mois avant l'échéance du présent mandat.

Si le présent engagement n'est pas renouvelé ou si le gouvernement ne nomme pas madame Hébert à un autre poste, cette dernière sera réintégrée parmi le personnel de l'Office au traitement prévu au paragraphe 5.1.

7. Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

8. SIGNATURES

ANNE HÉBERT

ANDRÉ FORTIER,
secrétaire général associé

63743

Gouvernement du Québec

Décret 758-2015, 26 août 2015

CONCERNANT la nomination de M^e Louise Marchand comme régisseuse et vice-présidente de la Régie des alcools, des courses et des jeux

ATTENDU QUE l'article 3 de la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux (chapitre R-6.1) prévoit notamment que la Régie est composée de dix-sept régisseurs, dont au plus deux vice-présidents, nommés par le gouvernement pour un mandat d'au plus cinq ans;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 8 de cette loi prévoit que le gouvernement fixe la rémunération des régisseurs, leurs avantages sociaux et leurs autres conditions de travail;

ATTENDU QU'un poste de vice-président de la Régie des alcools, des courses et des jeux est vacant et qu'il y a lieu de le pourvoir;

ATTENDU QUE M^e Louise Marchand a été nommée régisseuse de la Régie des alcools, des courses et des jeux par le décret numéro 192-2013 du 13 mars 2013 pour un mandat se terminant le 9 janvier 2016 et qu'il y a lieu de la nommer vice-présidente de cette régie;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE M^e Louise Marchand, régisseuse de la Régie des alcools, des courses et des jeux, soit nommée à compter des présentes régisseuse et vice-présidente de la Régie des alcools, des courses et des jeux pour la durée non écoulée de son mandat;

QUE les conditions de travail annexées au décret numéro 192-2013 du 13 mars 2013 continuent de s'appliquer à M^e Louise Marchand en faisant les adaptations nécessaires.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63744

Gouvernement du Québec

Décret 759-2015, 26 août 2015

CONCERNANT la nomination de monsieur Philippe Pichet comme directeur du Service de police de la Ville de Montréal

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 108 de la Charte de la Ville de Montréal (chapitre C-11.4), le gouvernement nomme le directeur du Service de police de la Ville de Montréal sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique, qui consulte préalablement le conseil et la Commission de la sécurité publique;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 109 de cette charte, le mandat du directeur est d'au moins cinq ans, à moins que la ministre de la Sécurité publique ne recommande un terme différent, et il peut être renouvelé;

ATTENDU QUE par le décret numéro 769-2010 du 8 septembre 2010, monsieur Marc Parent a été nommé directeur du Service de police de la Ville de Montréal, qu'il quitte ses fonctions le 27 août 2015 et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE les consultations prévues à l'article 108 de cette charte ont été effectuées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE monsieur Philippe Pichet, assistant-directeur du Service de police de la Ville de Montréal, soit nommé directeur du Service de police de la Ville de Montréal pour un mandat de cinq ans à compter du 28 août 2015, en remplacement de monsieur Marc Parent.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63745

Gouvernement du Québec

Décret 760-2015, 26 août 2015

CONCERNANT l'approbation de l'Entente sur le financement des coûts d'exploitation du Centre résidentiel communautaire inuit de Kangirsuk, pour la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, entre Makitautik, Centre résidentiel communautaire inuit de Kangirsuk (Nunavik) et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE, en vertu de l'Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik, approuvée par le décret n^o 645-2002 du 5 juin 2002 et modifiée par le décret n^o 321-2003 du 5 mars 2003, le gouvernement du Québec s'est engagé à financer les coûts d'exploitation d'un centre résidentiel communautaire de quatorze (14) places établi sur le territoire du village nordique de Kangirsuk;

ATTENDU QUE Makitautik, Centre résidentiel communautaire inuit de Kangirsuk (Nunavik) constitue un tel centre;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec souhaite verser un montant global pour couvrir les coûts d'exploitation de ce centre pour la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 et que les parties souhaitent conclure une entente à cet effet;

ATTENDU QUE la ministre de la Sécurité publique est responsable des Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique;

ATTENDU QUE Makitautik, Centre résidentiel communautaire inuit de Kangirsuk (Nunavik) est en voie de se conformer afin d'être reconnu comme partenaire des Services correctionnels pour offrir des activités ou des services relativement à l'hébergement de personnes contrevenantes;

ATTENDU QU'une telle entente constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée par l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires autochtones;